

Usagers et travailleurs des services sociaux à Bruxelles : constats et propositions adressés au futur Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

—Constats et propositions visant les usagers—

- Nous constatons tous les jours que les **salaires minimaux** sont trop bas et que les **minima sociaux** ne préservent que le minimum.
- Nous constatons aussi le nombre de plus en plus inquiétant de personnes, voire de populations, qui **échappent désormais aux mailles du filet social**.
- Nous constatons enfin que le nombre de décisions politiques à cet égard évolue sans cesse sans que les **moyens financiers** ad hoc leur soient pour autant affectés.

Nous souhaitons dès lors formuler quelques propositions concrètes qui nous paraissent prioritaires.

Lutte contre les précarités

La question de l'augmentation des **bas salaires** et des **minima sociaux** est évidemment essentielle. Notamment parce qu'elle est pour une grande part responsable de la spirale des précarités et qu'elle est intimement liée aux problématiques du **surendettement**. Un surendettement qui, dans la plupart des cas, s'est créé pour répondre à des **besoins de base**, tels le logement, l'énergie, l'alimentation ou la santé, sans parler de la scolarité des enfants.

Même si la Région n'est pas compétente en ce domaine, il nous paraît néanmoins que des revendications régionales pourraient puissamment aider à amener le dossier de réévaluation des salaires et minima sur la table du futur gouvernement fédéral.

- Dans l'immédiat, et sans augurer des suites de la proposition précédente, nous proposons à la Région de rattraper le retard pris sur la Wallonie en matière de **prévention**, d'**information** et de **formation** sur les questions de surendettement.
- Pour ce qui est de la question du **logement**, deux axes s'imposent. D'une part, pour les logements sociaux, il est urgent d'**augmenter** le parc à la fois en **quantité** et en **qualité** (la gestion des infrastructures étant devenue structurellement déficiente). D'autre part, pour ce qui est de l'accès aux logements privés, nous vous invitons à consulter les propositions du **RBDH** (<http://www.rbdh-bbrow.be/?lang=fr>). La création de **Commissions locales de Concertation** en matière de montants des loyers nous semble par exemple une piste prometteuse.
- Compte tenu de l'importance accrue de la **problématique énergétique** sur le plan social et environnemental, il est important de continuer à investir des moyens humains et financiers pour **informer** mais aussi **accompagner** tous les usagers, surtout les plus précaires. Voir à ce propos les revendications de la **Coordination Gaz Electricité Eau**



- La mise en place d'un processus **d'automatisme des droits** des personnes —notamment pour ce qui est de la Grapa et du statut Omnio, qui sont le plus souvent mal ou peu connus des usagers potentiels — nous paraît essentielle. En augmentant le revenu de base, elle aurait un impact certain sur le surendettement des personnes. Voir à ce sujet : : <http://pro.guidesocial.be/actualites/ils-ont-droit-a-des-aides-sociales-mais-n-en-beneficient-pas.html>
- La **fracture numérique** touche aussi de plein fouet les usagers les plus faibles. Elle n'éloigne pas seulement des populations entières du bénéfice des « services en ligne », elle contribue aussi à la perte du lien personnel et direct avec une administration trop souvent retranchée derrière des écrans. C'est pourquoi il est important de penser à **rapprocher les administrations des citoyens** en favorisant la mise en place de mesures privilégiant le contact humain.

Problématiques dites « d'intégration »

Cet enjeu que connaît particulièrement bien la Région bruxelloise, comprend évidemment la problématique de l'accueil de populations migrantes mais ne s'y limite pas. Nous nous confrontons aussi chaque jour à l'intégration dans les circuits du travail, par exemple.

- Il nous apparaît que c'est la **politique globale de formation et d'emploi** qui doit être revue fondamentalement. Car il ne suffit ni d'entreprendre une formation ni même de trouver un emploi (à temps partiel, à durée déterminée, flexible, sous-payé...) pour échapper à la précarité. ***Nous nous portons d'ores et déjà partenaires d'un groupe de travail régional qui s'emparerait de ce sujet.***
- Pour ce qui est des primo-arrivants, l'affectation **de moyens réels** aux « parcours d'intégration » nous semble essentielle. A ce jour, **ces moyens ne répondent pas aux objectifs visés**. D'un autre côté, il est aussi urgent de porter une attention particulière aux « invisibles » que sont désormais devenus les Roms et les sans-papiers. Ces « invisibles » que nous rencontrons quotidiennement dans nos permanences et dans les distributions d'aide alimentaire.
- Enfin, pour ce qui est des **prisons** - enjeu qui touche l'ensemble des citoyens bruxellois puisque les détenus sont appelés pour la plupart à se **réinsérer** dans la société - tant en ce qui concerne les problèmes de bien-être des prisonniers, leur accès à la culture ou les questions d'infrastructure, le travail effectué par le **CAAP** mérite de retenir particulièrement l'attention (<http://www.caap.be>).

—Constats et propositions concernant le secteur—

Nous présentons ici les recommandations concernant les deux secteurs de l'aide généraliste, CAP et CASG, qui rencontrent les mêmes difficultés à remplir leurs missions et se rejoignent dans leurs propositions pour garantir la qualité des services.

- Le secteur associatif, avec sa diversité et son autonomie, se voit confier par le secteur public des missions de plus en plus nombreuses, il est véritablement un **acteur à part entière**, incontournable, de la mise en œuvre des politiques publiques.
- Afin de répondre au mieux à ces obligations et missions, nous demandons :
 1. Une **reconnaissance financière et à temps plein** du poste de **coordinateur** pour tous les centres, indépendamment de leur taille, tenant compte de l'ancienneté et du niveau de diplôme, pour répondre à la réalité de la fonction qui s'exerce de manière transversale et à temps plein.
 2. **L'extension des équipes de base** à hauteur de d'1 ETP par centre, pour faire face à l'augmentation et à la complexification des problématiques rencontrées ainsi qu'à l'émergence de nouvelles problématiques, comme la précarité énergétique ou l'accès à l'alimentation des ménages.
 3. Respectivement, le **financement** d'une **fonction administrative** au niveau bac pour le secteur **CAP** et une **valorisation** de la fonction administrative au niveau bac pour le secteur **CASG**. Ceci pour répondre à la complexification de la fonction et au volume des obligations à remplir qui requièrent un niveau de compétences plus exigeant.

—Constats et propositions concernant la FdSS-FdSSB—

En ce qui concerne la FdSS-FdSSB et ses projets transversaux nous demandons :

- **A la COCOF :**
 1. Le refinancement de la FdSS par la COCOF, au regard des missions qui lui sont confiées et des financements de fédérations dans le secteur « Santé » ;
 2. L'augmentation du financement du programme de recueil de données SySSo par la COCOF, afin de mettre à disposition des centres un chercheur pour l'accompagnement dans l'analyse des données récoltées.
- **Financement d'un pôle juridique sectoriel :**
 1. Le financement d'1 ETP juriste au service des centres, tant en ce qui concerne leurs obligations **patronales** que comme ressource pour la résolution de situations complexes en matière de **travail social**.
- **Pérennisation du financement du Service Energie et Centre d'appui SocialEnergie :**

La pérennisation du **soutien de la Région bruxelloise** aux deux projets que la FdSS-FdSSB coordonne : Service Energie et Centre d'appui SocialEnergie. Il est important de continuer à

informer et à **former** les travailleurs sociaux **publics** et **associatifs** afin qu'ils puissent accompagner chacun dans le choix d'un fournisseur ainsi que dans la gestion sociale, administrative et juridique de leurs problèmes énergétiques. Ces deux objectifs distincts et complémentaires sont poursuivis par le Service Energie et le Centre d'Appui SocialEnergie pilotés par la FdSS-FdSSB. Nous souhaitons que ces deux projets, parmi d'autres projets régionaux, continuent à être soutenus par le futur Gouvernement de la Région bruxelloise.

➤ **Concertation Aide Alimentaire :**

1. Poursuivre le développement d'une politique d'aide alimentaire qui permette de répondre à **l'urgence sociale** et qui s'inscrive dans une stratégie visant la **pleine réalisation du droit à l'alimentation**.
2. Soutenir la mise en place de la **plate-forme d'approvisionnement et de négociation** (REPIS) lancée dans le cadre de l'AEE.
3. Garantir une **consultation des acteurs de terrain** bruxellois pour la mise en œuvre du FEAD, notamment via la **Concertation Aide Alimentaire**.
4. Soutenir les **organisations de terrain** qui offrent des **garanties de qualité** pour leur permettre de travailler dans des **conditions d'hygiène** et de **sécurité** appropriées.